Le Grain de sable

N° 397 - Mardi 21 janvier 2003

LA RESISTANCE É POSSIVEL

Dans ce numéro



Illustration uniquement disponible dans la version PDF.
« Um outro mundo é possivel » Par Luisa http://www.attac.info/poa2003

Ne le ratez pas !

Par attac.info

www.attac.info/poa2003

A Porto Alegre, Zurich et Davos en direct

Le troisième Forum social mondial débutera le 23 janvier à Porto Alegre. Organisé autour de 5 axes "Développement démocratique et durable - Principes et valeurs, droits de l'homme, diversité et égalité - Médias, culture et contre-hégémonie - Pouvoir politique, société civile et démocratie - Ordre mondial démocratique, combat contre la militarisation et promotion de la paix" il permettra à des dizaines de milliers de participant(e)s de suivre des conférences, des séminaires et des

ateliers, d'échanger des idées et des propositions, de mettre à jour des stratégies. D'autres événements et initiatives se succèderont jusqu'au 28 janvier.

Après le FSE de Florence attac.info vous permettra chaque jour de suivre en direct le Forum. Une quarantaine de personnes des ATTAC d'Allemagne, d'Argentine, d'Autriche, de Finlande, de France et d'Italie produiront quotidiennement des reportages photos, des articles, des videos, des reportages audio. Grâce à l'aide de volontaires dans différents pays et de traducteurs, nous pourrons ainsi vous proposer des informations en 6 langues.

Parallèlement une équipe attac.info d'une dizaine de personnes sera à Zurich à partir du 23 janvier pour vous permettre de suivre l'Autre Davos puis le 25 janvier les manifestations qui auront lieu à Davos même.

Les abonné(e)s du Grain de sable recevront chaque matin une synthèse des informations contenues sur le site.

www.attac.info/poa2003

Vous pouvez d'ores et déjà trouver des informations sur le site : quelques uns des principaux rendez-vous brésiliens et suisses, des informations pratiques, des documents et… un cadeau « pour la route ». Alors ne le ratez pas !

Hyderabad, Inde, janvier 2003

Pierre Rousset

Le premier Forum social asiatique (FSA) s'est tenu à Hyderabad, en Inde, du 2 au 7 janvier 2003. Un beau succès qui marque une étape de plus dans le processus d'internationalisation des forums sociaux initiés voilà trois ans (trois ans seulement !) à Porto Alegre. Qui fait apparaître les multiples visages de l'altermondialisation et des mouvements de résistance populaires.

Hyderabad, c'est un forum sous toile. Un cadre bien différent de la PUC -le campus universitaire de Porto Alegre- ou de la bien nommée et bien aimée "Forteresse d'en bas" à Florence. Nous sommes sur un vaste terre-plein attaché au Nizam College, au cœur de la ville, où ont été plantée deux immenses tentes tubulaires pour les conférences, des auvents pour les séminaires, des stands pour les organisations… Rien n'est en dur. Les grandes plénières d'ouverture et de clôture se tiennent à ciel ouvert. Fort heureusement, malgré le chaos climatique naissant, la saison des pluies s'avère bel et bien terminée. Le soleil brille. Des milliers de sièges plastiques, des hectares de tapis posés à même le sol sont à disposition. Les délégué(e)s prennent librement possession de cette structure légère, bon marché, très souple : au gré des besoins, des réunions informelles et des rencontres imprévues, ils déplacent les chaises ou occupent un tapis.

Hyderabad, c'est aussi la couleur, le son. La tenue verte ou rouge, noir ou blanche, les tambours, tambourins et grelots des nombreux groupes culturels militants qui, la journée durant, animent l'espace du forum. Les rutilants saris de ces femmes qui, avec une infinie dignité, époussettent sans cesse la terre, pourchassant le moindre gobelet de thé jeté par un délégué insouciant.

Nous sommes indubitablement en Inde ; ni au Brésil ni en Italie. Ne nous voilà pas pour autant en terre si étrangère que cela. La magie des forums sociaux est à l'œuvre avec la constitution d'un espace dynamique de convergences militantes. On s'y reconnaît.

Il y a eu entre 20.000 et 25.000 participant(e)s. Or, les organisateurs du FSA en prévoyaient à l'origine 7.000 : ils voulaient créer les conditions d'un dialogue entre des mouvements qui n'ont pas l'habitude de se rencontrer plutôt que de jouer sur le nombre. Une fois que 14.500 délégué(e)s aient été enregistrés, ce fut la rupture de stock : plus de programmes, de kits… Plus rien a donner aux nouveaux arrivants. Et en sus des délégué(e)s enregistrés, il y avait les volontaires, les groupes culturels, le camp jeunes et ses 800 participant(e)s, sans compter les habitants d'Hyderabad qui ne se sont pas souciés de s'inscrire…

Par rapport aux objectifs initiaux, le nombre de participant(e)s a donc doublé ou triplé. Surtout, quelque 860 organisations étaient représentées, provenant de secteurs très variés. C'est d'abord ici que le succès du FSA s'est joué. Il n'était en effet pas évident de créer des convergences unitaires à l'échelle de l'Inde. Il ne s'agit pas seulement d'une question de taille dans ce pays-continent, de sa diversité sociale et culturelle ou des divisions habituelles entre courants politiques. De nombreux autres clivages entrent eu jeu, qu'il faut savoir surmonter. Par exemple, ceux hérité du système des castes ; ou ceux qui opposent les nouveaux "mouvements populaires" aux "mouvements de masse" traditionnels. Pour les Européens, les Latinos-Américains et pour beaucoup d'Asiatiques aussi, la participation au FSA fut l'occasion d'une formation accélérée à ces réalités indiennes.

Le terme de "mouvements populaires" (ou de "mouvements sociaux") désigne ici des associations, réseaux et coalitions qui ne sont pas liés à des partis politiques et qui peuvent leur être hostiles. Ce ne sont pas pour autant des ONG : ils sont socialement enracinés. Il s'agit, par exemple, de ce long combat de la Narmada contre la construction de grands barrages dans le nord de l'Inde. Notons que beaucoup des animateurs de ces luttes sont de culture ghandiste. En revanche, le terme de "mouvements de masses traditionnels" désigne ici les syndicats, associations de femmes, organisations de jeunesse, etc., qui sont généralement identifiés à la mouvance d'un de ces

partis qui couvrent l'éventail politique de ce que nous appelons en Europe le mouvement ouvrier (et qui vont de l'extrême gauche aux socialistes en passant par les deux grands PC indiens).

Des organisations provenant de ces deux composantes étaient conjointement présents à Hyderabad, ce qui n'est pas courant.

La question des financements est aussi très sensible en Inde. Parmi les multiples clivages opérant dans ce pays, il y a celui qui oppose les organisations acceptant des subventions (en particulier "occidentales") et celles qui refusent d'en recevoir. Les organisateurs du Forum social asiatique ont donc été particulièrement prudents en ce domaine.

Tous les secteurs sociaux, populaires, semblent avoir participé au FSA, bien qu'inégalement. Les mouvements de Dalits (les "Intouchables" ou "hors-castes") étaient particulièrement présents, ainsi que les associations de femmes avec, notamment, une marche des «femmes en noir» contre les violences qui leur sont faites. En revanche, les tribus et les organisations paysannes étaient trop faiblement représentés ce qui peut refléter des difficultés objectives (comme l'existence de conflits entre tribus) ou des retards accumulés lors de la préparation du forum (dans l'intégration des mouvements paysans dans un certain nombre d'Etats).

780 délégué(e)s étrangers de 42 pays ont participé au FSA. Toute l'Asie du Sud -le "sous-continent"- était venue, dont le Pakistan et Sri Lanka, avec parfois les plus grosses délégations nationales : Bangladesh, Népal… La majorité des autres contrées asiatiques étaient présents (Thaïlande, Philippines, Indonésie, Corée du Sud, Japon…) ainsi que quelques Etats du Pacifique (Australie…).

L'Asie est une région du monde particulièrement diverse (beaucoup plus diverse que l'Europe ou l'Amérique latine) et le comité d'organisation indien à dû consacrer l'essentiel de son énergie à la création de liens et de synergies à l'échelle nationale. De ce fait, l'intégration des autres pays asiatiques à la préparation du FSA n'a été que partielle. Disons, de ce point de vue, qu'Hyderabad a été un Forum social indien ouvert aux Asiatiques. Mais ce fut aussi une première étape dans l'affirmation d'une identité, d'une perspective orientale au sein du processus international du Forum social mondial.

Un large éventail de forces politiques indiennes a soutenu le FSA : mouvements ghandiens, courant socialiste, parti communiste historiquement identifié au bloc prosoviétique (PCI) ou indépendant (PCI-Marxiste), une partie des nombreuses organisations issues du naxalisme maoïste (la mouvance "ligne de masse" avec notamment les PCI-ML "Libération" et "Unité-Initiative")… Huit de ces courants (dont six PC) se sont réuni pour tenir le 5 janvier, en dehors du cadre du FSA mais en soutien, une "Convention politique" contre la globalisation inégalitaire.

Une autre partie des organisations maoïstes, la mouvance "guerre du peuple", a manifesté contre le FSA, l'Andhra Pradesh étant l'un des Etats indiens où ce courant est le mieux implanté. Le forum a ainsi été inondé de tracts vengeurs dénonçant les turpitudes cachées de ses organisateurs, accusés de discourir au lieu d'agir. Leur hostilité déclarée n'a pas empêché les "vrais anti-impérialistes" de tenir stand au sein même du forum, sans en troubler l'atmosphère bon enfant.

La volonté de se rassembler, de regrouper les forces, a prévalu à Hyderabad ; et ce d'autant plus que la situation politique en Inde est difficile. Le gouvernement est dominé par des mouvements qui se réclament de l'Hindutva, le fondamentalisme religieux hindouiste, et qui, apprentis sorciers, n'hésitent pas à attiser les conflits intercommunautaires pour consolider leur mainmise sur le pouvoir. Le principal d'entre eux, le BJP, vient d'emporter haut la main les élections dans le Gujarat, au nord-ouest du pays, là précisément où de très graves violences communalistes ont fait des milliers de victimes, essentiellement chez les musulmans. La montée en puissance d'une vaste mouvance composite, fondamentaliste hindouiste, nommée Sang Parivar, remonte à plus d'une dizaine d'année. Elle s'est accompagnée de meurtrières provocations contre les minorités, en particulier musulmanes (10% de la population), comme la destruction de la grande mosquée d'Ayodhya en 1992.

Après l'indépendance, le parti du Congrès, gandhien, avait longtemps dominé la vie politique du pays. Son hégémonie s'est érodée au point qu'aujourd'hui, les fondements laïques de l'Etat sont menacés par ce que la gauche analyse comme la montée d'une nouvelle forme de fascisme. Les tenants de l'Hindutva prétendent en effet mettre en place l'Hindu Rashtra, un Etat hindou. En Inde aussi, l'impact social destructeur de la mondialisation libérale avive de très graves conflits intercommunautaires. La construction de solidarités à même de faire pièce à l'intolérance religieuse était d'ailleurs au cœur des débats du Forum social.

Dans un environnement plutôt sombre, le Forum social asiatique a offert aux militant(e)s une goulée d'air frais et contribué à une dynamique unitaire face à la montée des périls. Ce n'est pas le moindre de ses succès. En son sein, à l'instar de ce qui s'est fait à Porto Alegre ou Florence, un document a été préparé et adopté le 7 janvier : la "Déclaration des organisations et mouvements sociaux, populaires et de masse" qui se conclut par un appel à mobilisation contre l'impérialisme et la guerre, pour l'abolition de l'arme nucléaire ; contre la globalisation néolibérale (avec en perspective la conférence de l'OMC à Cancun) ; en défense de la démocratie et des valeurs laïques ; contre le fondamentalisme religieux et les violences fondées sur le communalisme, les castes et l'oppression de genre ;

pour les droits des populations à accéder aux ressources (énergie, eau...) et services (santé, éducation, transports) ; contre les privatisations et en défense des droits des travailleurs ; pour l'annulation de la dette et pour un autre mode de développement. (1)

La proposition d'une coordination internationale des mouvements sociaux faite par la CUT et le MST du Brésil, par la Marche mondiale des femmes, par Attac France et par Focus on the Global South, a été traduite en plusieurs langues de la région et distribuée aux délégué(e)s pour qu'elle puisse être discutée en Asie, avant de l'être à Porto Alegre.

Le Forum social s'est conclu sur une manifestation très colorée et dynamique de près de 30.000 personnes.

Hyderabad a représenté une étape initiale dans l'enracinement du processus du forum social en Asie. Il reste certes beaucoup à faire pour consolider et élargir les convergences entre mouvements indiens et pour mieux associer les autres pays de la région. Mais cette première étape n'en est pas moins très importante. Ce n'est qu'un début, le processus continue ! Et cela augure bien de la tenue espérée, en janvier 2004, du quatrième Forum social mondial en Inde.

Pierre Rousset
Contact pour cet article groupe-asie@attac.org

(1) Une autre déclaration, dite de la "Rencontre des mouvements populaires au Forum social asiatique", a été adoptée à Hyderabad à l'initiative de l'institut philippin Ibon. Cette déclaration a, en fait, été pour l'essentiel préparée en dehors du cadre du forum social et reflète une volonté de certaines organisations de se démarquer à priori des processus unitaires à l'œuvre au sein du FSA.

Après le Forum social asiatique

DÉCLARATION DES MOUVEMENTS ET ORGANISATIONS POPULAIRES DES MASSES SOCIALES DE L'ASIE

7 janvier 2003

Traduction. Paul Cignac. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

Nous, mouvements et organisations populaires des masses sociales de l'Asie et du Pacifique de diverses origines sociales, culturelles et politiques, sommes assemblés du 2 au 7 janvier 2003 au Forum social d'Asie à Hyderabad 1, en Inde. Nous sommes réunis pour échanger nos expériences et élever nos voix contre la mondialisation néolibérale, l'impérialisme, le militarisme, le patriarcat et le fondamentalisme.

Nous nous rencontrons à Hyderabad, ville dont on proclame qu'elle est un symbole du cyber-monde en Inde. Mais c'est aussi la capitale d'un État connu pour les suicides tragiques de centaines de fermiers et de tisserands, sans compter les morts par la faim, suite à l'impact de la mondialisation néolibérale des années récentes. L'histoire réelle de l'État est celle des luttes de populations courageuses.

Aujourd'hui, en fait, l'ensemble de l'Asie est une fois encore le centre de la pauvreté, de la guerre et de l'intolérance, avec ses masses populaires confrontées à la famine, à l'appauvrissement, au déplacement, à l'endettement et à la destruction de leurs moyens d'existence.

L'impérialisme a pris l'Asie pour cible par des offensives militaristes et économiques pour obtenir des avancées stratégiques qui révèlent un besoin avide de pétrole. La menace imminente d'une guerre à l'Irak par les États-Unis d'Amérique nous met tous en péril, nous qui avons été les témoins de la guerre du Golfe, du bombardement de l'Afghanistan et de l'occupation continue de la Palestine. Les interventions politiques et militaires américaines en Asie sous prétexte d'une guerre au terrorisme – en particulier en Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est – nous ont amenés au bord de la guerre nucléaire. Pendant ce temps, dans toute la région, les citoyens sont soumis et contrôlés par des lois non démocratiques et draconiennes imposées par des régimes complices. Cela a favorisé un discours hypocrite sur le terrorisme et la sécurité tout en marginalisant et attaquant les luttes populaires pour la survie, les moyens d'existence, les droits, l'insertion et l'autodétermination. Toutes ces pressions sont en train d'engendrer les formes les plus virulentes du patriarcat et de l'oppression des femmes asiatiques.

L'impact du capitalisme et de la mondialisation néolibérale continue de se faire sentir dans toute la région et d'affecter les vies de chaque femme, homme, adolescent et enfant. Ces effets entraînent une augmentation généralisée des taux de pauvreté et l'élargissement du fossé entre riches et pauvres. Cela a également provoqué une dégradation croissante de l'environnement et de l'écologie qui a pour résultat l'extension des maladies et de la mort, menaçant la survie même de la planète. Les attaques contre les économies de tous les pays de la région ont amené la perte totale d'autosuffisance, la désindustrialisation, la privatisation et la destruction des ressources naturelles en terres, eaux et forêts, ainsi que le recul des protections du travail. L'agriculture et les petites industries de village s'effondrent en raison des importations et des suppressions de subvention. La promotion des droits capitalistes de la propriété et la mécanisation sans discernement par les gouvernements et les multinationales éradiquent les connaissances, les savoir-faire et les moyens d'existence de la population. Les activités combinées de la Banque mondiale, du FMI, de la BAD (Banque africaine pour le développement), des agences de crédit à l'exportation, des AOD (Assistance officielle au développement) [ODAs : Official Development

Assistance] et de l'OMC sapent volontairement et délibérément notre souveraineté économique et politique en détruisant les économies locales et nationales. La dette continue d'être utilisée par les institutions financières internationales et les pays créditeurs pour maintenir nos pays dans un esclavage financier et économique.

Le capitalisme et la mondialisation néolibérale mettent aussi en danger les vies des populations et accentuent les multiples formes d'exclusion des éléments marginalisés. Les plus affectés sont les femmes, les enfants, les populations indigènes, les intouchables, les minorités ethniques, les populations tribales, les travailleurs de secteurs non syndiqués ou saisonniers et d'autres groupes socialement exclus. Tout cela a causé une baisse des salaires, un chômage massif et une augmentation des prix qui font croître l'indigence en entraînant les terribles conséquences du travail des enfants et du trafic des femmes et des enfants. L'éducation, la protection infantile, la santé, les transports, tout devient privatisé et les coupures de subventions aboutissent pour les pauvres à une absence de services et de sécurité alimentaire. En même temps, les instances d'exclusion se manifestent par la suppression des protections sociales et de la discrimination positive, la montée de la violence et de la discrimination contre les groupes vulnérables, éliminant les diversités sociales, ce qui force encore davantage les minorités à se conformer aux points de vue dominants et accroît fortement les manigances qui font s'opposer des groupes les uns contre les autres.

À mesure que s'installe la mondialisation néolibérale, l'espace démocratique à l'intérieur des États-nations se rétrécit, avec la montée en puissance d'affirmations identitaires fondamentalistes, intolérantes et violentes et l'augmentation des puissances répressives de l'État et des élites, qui engendrent des violations flagrantes des droits du citoyen et de la personne.

En conséquence, nous décidons de poursuivre et de renforcer la solidarité pour résister à la domination impérialiste. Dans les jours qui viennent, il faudra – et nous nous y emploierons – intégrer de nombreux autres mouvements sociaux dans cette dynamique de résistance et développer des processus transparents et démocratiques afin de coordonner les activités et les actions.

Non seulement nous croyons qu'UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE mais qu'UN AUTRE MONDE EST NÉCESSAIRE ! Nous affirmons notre foi dans des solutions alternatives fondées sur l'équité, la justice sociale, les droits de la personne et le socialisme !

Nous sommes déterminés, en particulier, à poursuivre les campagnes et la lutte et à faire avancer des actions communes dans les secteurs suivants :

-- Résistance à l'impérialisme – l'attaque américaine imminente de l'Irak, l'intensification de ses interventions militaristes dans la région, sa possible déclaration unilatérale de guerre contre n'importe quel pays. En particulier, nous organiserons une journée commune d'action de protestation contre la guerre à l'Irak. Nous exigeons l'élimination totale de toutes les armes nucléaires.

-- Résistance aux politiques et aux structures non démocratiques de la mondialisation. En particulier, faire avorter la prochaine réunion ministérielle de l'OMC de Cancun.

-- Défense de la démocratie, des valeurs séculaires et de la sécurité de la population.

-- Opposition au fondamentalisme religieux et à la violence communautaire, ethnique, de caste et celle fondée sur la discrimination sexuelle.

-- Revendication du droit du peuple au travail, à l'énergie, à la nourriture, à l'eau, à la terre, aux autres ressources naturelles, à l'instruction, à la santé et aux transports publics.

-- Opposition à la privatisation, au désinvestissement et à l'attaque des droits du travail.

-- Abandon du développement fondé sur le capital étranger et mobilisation des ressources nationales pour soutenir un développement durable et équitable des économies intérieures et des modes de vie de la population. Exiger l'annulation de la dette.

1 Capitale de l'Andhra Pradesh, Deccan, 4 300 000 hab. (N.d.T.)

Terreur de l'Ouest: de Potosi à Bagdad

Par Andre Vltchek

Jean Christophe Lauraux. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

L'empire d'Amérique du Nord est admiré par les uns, condamné par les autres, mais craint de tous.

Il y a ceux, comme le premier ministre britannique, qui le voient comme le grand défenseur des valeurs du monde civilisé. Pour beaucoup, c'est l'état terroriste le plus violent du monde - principalement pour ceux qui ont pu sentir passer la brutalité de la politique étrangère américaine en des dizaines de lieux infortunés dans le monde.

Mais la responsabilité de l'état pitoyable du monde actuel est-elle exclusivement américaine ? Les Etats-Unis sont-ils les seuls à être de cette nature impitoyable, après tout ? Y a-t-il quoi que ce soit de nouveau, de créatif, dans leur approche post-coloniale, arrogante et brutale du monde ?

La réponse à ces deux questions est "Non".

Il n'y a rien d'original dans le désir des Etats-Unis d'imposer leur volonté économique et culturelle occidentale au reste de la planète. Pendant des siècles, le monde a été terrorisé et mis à sac par nombre de puissances européennes.

L'indifférence pour les intérêts des gens qui sont différents de par la couleur de la peau, de par la culture, la philosophie, la religion, la langue, le style de vie ou les structures socio-économiques, n'a pas été inventé récemment à Washington ou à New York. Tous les empires européens ont construit leur fortune en pillant le monde. L'argent des mines de Potosi, les épices de l'archipel indonésien, les pierres précieuses et même le commerce d'êtres humains
d'Afrique, tout cela a contribué à l'édification de gigantesques palais, de musées et de théâtres, de cathédrales et de bâtiments municipaux - presque tout ce que nous appelons aujourd'hui la "civilisation occidentale".

Comme aujourd'hui, le monde a toujours eu le libre choix : "Soyez avec nous ou contre nous". Etre "avec nous" signifiait alors (et signifie toujours) "nous servir".

Nous ne devons jamais oublier que l'Ouest s'est comporté comme s'il avait un droit héréditaire, bien qu'indéterminé, de profiter de la misère du reste du monde. Dans bien des cas, les nations conquises (en fait la plupart des nations du monde), ont dû renoncer à leur propre culture, leurs religions, et jusqu'à leurs langues, pour se convertir à notre panoplie de croyances et de valeurs, définies par nous comme "civilisées". L'Ouest n'a jamais douté que sa cause est la seule à être juste, ses religions les seules qui mènent à Dieu, sa cupidité (qu'on la nomme capitalisme ou économie de marché) la seule expression pure et honnête de la nature humaine.

Durant l'ère coloniale, l'Europe a agi comme une brute épaisse. En comparaison de ses armées coloniales, n'importe quel groupe terroriste actuel ressemblerait à une bande de collégiens. Les puissances coloniales (passées et présentes) ont vigoureusement imposé leurs dogmes religieux, raciaux et autres. Aucune opposition n'était tolérée. La moindre expression de désaccord, surtout si elle émanait des hommes et des femmes des nations asservies, était
brutalement réprimée.

La terreur et la cupidité de l'Europe ont, des siècles durant, dépouillé les grandes civilisations d'Afrique, d'Amérique centrale et du Sud, du Moyen Orient et de l'Asie. Aucune excuse officielle n'a jamais été publiée; aucune compensation n'a jamais été accordée. La question est tabou, alors même que le pillage continue dans un style post-colonial, en utilisant la soi-disant mondialisation, ainsi que le pouvoir grandissant de compagnies multinationales qui n'ont de comptes à rendre à personne. La plupart des intellectuels européens de gauche placent commodément le poids de la responsabilité sur les seules épaules des Etats-Unis, de leur gouvernement et de leurs compagnies. De manière choquante, l'Europe, en tirant profit de ses quelques critiques timorées de la politique étrangère américaine, arrive de cette manière à se sentir moralement supérieure.

La même chose se passe en Amérique du Sud. Alors qu'on garde un vif souvenir de la terreur exercée par les Etats-Unis à l'encontre des nations souveraines d'Amériques latines, de leurs gouvernements et de leurs mouvements progressistes, la terreur de la conquête espagnole semble avoir été pardonnée et oubliée, au moins par les blancs des classes dirigeantes, et cela sans distinction de leur position (gauche ou droite) dans l'éventail politique.

Est-il nécessaire de rappeler que le système de pouvoir en Amérique latine est l'un des exemples les plus cyniques de l'héritage colonial européen ? La plus grande partie du continent est toujours gouvernée par la minorité européenne, alors que les populations autochtones subissent les discriminations des élites au pouvoir, qui se sentent plus proches
de l'Ouest que de leur propre pays. Le Brésil, par exemple, a la quatrième plus grande disparité au monde dans la distribution des revenus, et le Chili (souvent loué pour ses brillantes performances économiques), n'est pas loin derrière.

Il est de bon ton, dans les cafés de Santiago du Chili, de stigmatiser les Etats-Unis. Ce serait juste et pertinent si les Etats-Unis étaient critiqués à cause de leurs crimes innombrables, comme l'orchestration du coup d'état contre Salvador Allende le 11 septembre 1973, ou leur soutien au coup avorté contre Hugo Chavez au printemps 2002. Mais Allende est aujourd'hui méprisé par la plupart des chiliens, conséquence de longues décennies d'une campagne de lavage de cerveau réussie.Chavez n'est plus acclamé comme un grand réformateur, ami des pauvres, et seul dirigeant sud-américain vraiment courageux et démocratique. Presque tout le monde au Chili, jusqu'à ceux qui se prétendent à gauche, a accepté la propagande de droite qui présente Chavez comme un démagogue populiste et un tyran potentiel.

L'hostilité des intellectuels sud-américains envers les Etats-Unis et leur tendre admiration pour tout ce qui est européen, se fonde souvent plus sur un désir inassouvi de souffrir du complexe de supériorité culturelle européen que sur une véritable opposition à la politique étrangère américaine. En Amérique du Sud, beaucoup d'intellectuels sont de souche européenne, possèdent au moins un passeport européen (qu'ils ont obtenu grâce à leur "sang"), et cherchent désespérément à se prouver, ainsi qu'au reste du monde, leur identité européenne. Beaucoup de ces pseudo-gauchistes ne sont pas vraiment contre les Etats-Unis, ils sont contre tout ce qui est américain en général, bon ou mauvais, du Big Mac aux cultures originelles des peuples indigènes du continent sud-américain.

Si l'on ne mentionne pas les pillages, les viols et les meurtres perpétrés par l'Europe en Amérique Centrale et du Sud, si l'on ne parle pas des dirigeants racistes de lignée européenne qui contrôlent encore la plupart des pays latino-américains ainsi que leur économie, alors distinguer la politique des Etats-Unis à l'égard de

l'Amérique latine comme la seule responsable de la situation actuelle est tout à fait hors de propos.

Il est à noter que beaucoup d'intellectuels latinos, toujours prêts à se moquer du "Big brother du Nord" et à le désigner comme seul coupable, sont en même temps hostiles à toute opposition sérieuse au nouvel ordre du monde. Leurs pires cauchemars, semble-t-il, sont peuplés de gens comme le président vénézuelien Hugo Chavez, qui ose prendre en considération les doléances des pauvres qui ne sont pas précisément blancs.

La politique étrangère des Etats-Unis à l'égard de l'Amérique latine n'a cessé d'être répréhensible, depuis des décennies et même des siècles. Elle peut être définie correctement en un seul mot: terrorisme. Mais encore une fois, les Etats-Unis ne sont pas ceux qui ont inventé la roue, ni les seuls à s'être installés sur le char. Même leurs pires excès n'ont pas réussi à exterminer 20, 50 ou, comme ce fut le cas pendant l'invasion française de Grenade au XVIIe siècle, jusqu'à 100% de la population des territoires de ses colonies actuelles.

Eduardo Galeano a écrit dans son ouvrage Les veines ouvertes de l'Amérique latine, "L'Espagne possédait la vache, alors que l'Europe buvait le lait".

Les données géopolitiques ont changé. Les Etats-Unis et leurs compagnies possèdent aujourd'hui de nombreuses vaches, y compris en Amérique latine. Mais n'entendez-vous pas ce bruit de succion satisfaite en Europe et en Extrême-Orient ? Alors que le Japon est souvent accusé, à juste titre, de refuser obstinément de présenter des excuses publiques à la Corée et aux autres pays qu'il a occupés avant et après la deuxième guerre mondiale, l'Europe
continue à chérir son passé colonial honteux. Si ce n'était que du passé, soit, mais la loi imposée au monde par l'Europe a donné naissance à la structure actuelle du pouvoir global et a présidé à la fondation de l'ordre mondial que nous connaissons aujourd'hui, à l'impérialisme américain, et à une mondialisation culturelle à sens unique.

De manière remarquable, les justifications européennes n'ont subi quasiment aucune remise en question jusqu'à récemment. Presque personne, en Europe ou aux Etats-Unis, ne passe de nuit blanche à se demander pourquoi quatre des cinq pays qui composent le Conseil de sécurité de l'ONU - la Grande-Bretagne, la France, la Russie et les Etats-Unis - ont été et, dans une certaine mesure, sont toujours des puissances coloniales sans aucun mandat
moral pour dire au monde ce qui est juste ou non.

Alors qu'il se prépare à envahir l'Irak sur la base d'allégations non confirmées au sujet de la possession d'armes de destruction massive, le monde est censé se sentir à l'aise, tout en sachant que plusieurs puissances occidentales, comme la Grande-Bretagne, la France, la Russie ou les Etats-Unis, sont assises sur d'énormes arsenaux de telles armes et qu'elles le revendiquent ouvertement. Jusqu'à un passé pas si éloigné, ces quatre nations ont terrorisé des
douzaines de pays et de régions à travers le monde. Qui leur a donné mandat d'être les seuls maîtres de l'univers ?

La réponse, bien évidemment, est "personne". Mais, curieusement, tout est justifié par un dogme confus et une croyance populaire dans l'Ouest, confortés pendant les quelques siècles du règne colonial européen. Le produit fini est la conviction que définir la "civilisation" et, par dessus tout, décider ce qui est "juste" et ce qui est "faux", devrait avoir lieu dans les capitales européennes et, depuis quelque temps, à Washington, plutôt que n'importe où ailleurs dans le monde.

Ceux qui ont subi des massacres de la part des Français, des Anglais, des Américains et des Russes devraient-ils se réserver le droit d'une frappe préventive fondée sur la crainte et le souci légitimes de se voir infliger à nouveau ce qui leur a été fait dans le passé ? Ce serait impensable. Ce serait défini comme du "terrorisme". Il n'y a que nous, il n'y a que l'Ouest pour prendre des décisions sur des questions aussi importantes.

Actuellement, des pays géopolitiquement incorrects, comme la Grande-Bretagne, la Russie et la France (y a-t-il quelque chose qui les rend plus importants que des nations non-occidentales bien plus grandes, si ce n'est une conviction inébranlable en leur supériorité culturelle et raciale ?), ces pays qui ne représentent personne à part eux-mêmes, siègent au Conseil de sécurité, s'assurant ainsi que leurs voix seront entendues. D'autres immenses nations ou blocs culturels et géographiques n'ont pas voix au chapitre dans les prises de décision au niveau mondial. Pourquoi la France, avec environ soixante millions d'habitants, a-t-elle le droit de veto sur les résolutions de l'ONU, alors que l'Inde, avec plus d'un milliard, ne l'a pas ? Pourquoi le vote britannique vaut-il plus que ceux de l'Amérique latine et de l'Afrique réunies ?

Si l'on considère cela, peut-on vraiment parler d'un monde dominé par les Etats-Unis, ou ne devrions-nous pas plutôt admettre qu'une confrérie de nations occidentales régit le monde, comme elle l'a fait pendant des siècles ?

C'est une confrérie qui régit le reste du monde en vertu de son contrôle sur le Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que sur l'économie et la culture mondiales. Elle contrôle la linguistique en polluant les langues du monde avec des termes comme liberté, démocratie, indépendance, des mots qui ont perdu leur sens mais qui sont toujours supposés définir la supériorité occidentale; elle contrôle ainsi de nombreux domaines. C'est une confrérie dont les racines culturelles, politiques & impérialistes sont fermement ancrées dans tout le vieux continent.

Récemment, l'Espagne a célébré le cinq centième anniversaire de la découverte du "Nouveau Monde" - en réalité le début de l'un des chapitres les plus sadiques et pervers de l'histoire de l'humanité. Lors de la conquête espagnole, les nations colonisées se sont vues offrir le choix cité plus haut: Soyez avec nous (devenez nos esclaves et enterrez à jamais votre libre arbitre) ou soyez contre nous (et vous serez torturés à mort ou exécutés).

Les Français se cramponnent toujours à leur idée d'un monde francophone - lisez "les endroits du monde où la langue française a été enfoncée dans la gorge des peuples colonisés".

A Hanoi où j'écris ces lignes, j'arrive à voir par la fenêtre un coin de la prison centrale, devenue maintenant un monument national rendant hommage aux victimes de la torture brutale et des exécutions perpétrées par les colons français sur les autochtones. Comme dans tant d'autres lieux colonisés par les Européens, les habitants de l'Indochine ont été dépossédés de leur dignité, volés et asservis. Il semble que tout le monde se souvient de la brutalité atroce des forces armées américaines au Vietnam, mais presque personne ne veut se souvenir de la terreur semée par les Français en Indochine. Les seuls qui semblent en garder le souvenir sont les Vietnamiens et les autres habitants des pays de l'Indochine. Evidemment, plus personne ne parle français au Vietnam, à part quelques vieux. La naïveté des Français serait presque touchante, si ce n'était si monstrueux: comment un pays peut-il torturer, massacrer et piller un autre pendant des décennies, puis revenir et se demander pourquoi presque personne ne veut apprendre la langue de ce pays.

Les timides critiques de l'actuelle politique étrangère des Etats-Unis, émises par des intellectuels européens, n'allègeront pas le poids de la responsabilité que le vieux continent devrait éprouver pour l'état du monde. Pendant des siècles, le monde a été assailli par l'avidité européenne, un petit continent s'enrichissant aux dépens de tous les autres. Après la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis ont supplanté l'Europe dans son rôle de maître du monde; même si peu d'améliorations sont visibles, il ne devrait y avoir que peu ou pas de doute que la situation serait encore bien pire si l'Europe avait conservé le contrôle sur le monde.

Considérez les dizaines de millions de victimes en Amérique Centrale et du Sud, aux Caraïbes, en Afrique, au Proche-Orient et en Asie; les massacres des peuples indigènes d'Amérique du Nord et d'Australie, commis pour la plupart par les première et deuxième générations d'immigrants européens; la guerre de cent ans, celle de trente ans, la première guerre mondiale, l'Holocauste et la deuxième guerre mondiale. Ceci n'est qu'un bref résumé de la face obscure de la glorieuse civilisation occidentale sous les ordres de l'Europe. Rien qu'au vingtième siècle, plus de cent millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été assassinés dans des guerres, des conflits et l'Holocauste.

Noam Chomsky appelle les Etats-Unis "une progéniture de l'Europe". Malgré leur prétention à la différence culturelle, les Etats-Unis se fondent presque exclusivement sur des valeurs occidentales et chrétiennes. Le président Bush est un chrétien fondamentaliste, pas un érudit musulman ou bouddhiste. Le Sénat américain ressemble encore à un club exclusif pour garçons riches et blancs. On peut s'interroger: combien de représentants du Congrès ont été influencés par des philosophes confucéens, combien ont étudié le Shinto ou l'Islam ? Combien de juges à la Cour suprême ont appris le thaï, le swahili, le quechua ou le mandarin ?

Tous les membres du club vaguement défini des nations riches (appelez-le l'OCDE ou ce que vous voudrez, mais il consiste généralement en les Etats-Unis et le Canada, l'Europe occidentale et centrale, le Japon, Singapour, Hong Kong, l'Australie et la Nouvelle-Zélande) ont plus ou moins des intérêts globaux identiques. Les critiques de la politique étrangère des Etats-Unis par leurs alliés, pour autant qu'elles soient exprimées, sont tièdes et servent majoritairement des intérêts domestiques à court terme, comme lors des élections 2002 en Allemagne, par exemple.

Les Etats-Unis agissent dans le sens des intérêts des membres du club des riches et contre ceux de la majorité du monde qui reste pauvre et est contrôlée principalement par des gouvernements "bandits" amis des intérêts commerciaux du monde riche. Les Etats-Unis jouissent donc du soutien chaleureux de l'establishment politique et économique de l'Europe et de plusieurs pays riches d'Asie.

Alors que les Etats-Unis préfèrent jouer leur rôle ouvertement, les autres pays régnants sont beaucoup plus discrets. L'invasion américaine de l'Irak, la guerre du Golfe, a été financée par le Japon et l'Allemagne, pays qui ont préféré distribuer du cash plutôt que d'envoyer leurs combattants.

Bien sûr, afin de créer l'illusion d'une démocratie globale et d'une diversité politique et intellectuelle, certains gouvernements européens manifestent de temps en temps leur désaccord avec la politique étrangère des Etats-Unis. De telles querelles ne durent généralement que quelques jours ou quelques semaines avant que les Etats-Unis se voient promettre à nouveau soutien et amitié éternelle.

Aussi brutales qu'aient pu être les agressions américaines - que ce soit au Vietnam, au Laos, au Cambodge, à Grenade ou indirectement au Salvador, au Guatemala, au Chili, au Nicaragua ou ailleurs - aucun pays riche d'Asie ou d'Europe, ni aucun autre

membre des parties riches du monde, ne s'est jamais porté au secours des victimes innocentes. Même les très rares condamnations diplomatiques des actes de terreur américains sont restées extrêmement vagues.

Le monde riche a des intérêts communs, et les poursuit de manière constante et impitoyable. Le monde pauvre, qui forme l'écrasante majorité de notre planète, a également des intérêts communs, mais ne peut les défendre effectivement. Ce sont les Etats-Unis qui ouvrent le feu, et leurs alliés rechargent et portent le fusil. Appelez cela "partenariat", "coopération" ou tout autre terme qui vous plaira, le résultat est le même: la dictature mondiale est imposée par un groupe, et non par un pays unique.

Les Etats-Unis ne sont pas le seul pays responsable de l'actuelle dictature globale. Mais ils sont les plus visibles. Ce sont eux qui assument la plus grande part des menaces verbales et des attaques. Ils se chargent souvent de la sale besogne militaire. Ils ont des rédacteurs de discours et des membres de gouvernement incroyablement mauvais, comme Rumsfeld, un homme qui pourrait selon toute vraisemblance causer de graves atteintes à l'intégrité physique
et mentale d'autrui si on le lui permettait. Les Etats-Unis sont encore beaucoup trop imbus d'eux-mêmes, et trop pressés de vanter leur puissance au reste du monde.

L'Europe est vieille et beaucoup plus cynique. Elle connaît le jeu. Elle ne se fend pas de paroles superflues, elle n'envoie pas trop de soldats sans nécessité. Pendant que le jeune ami outre-Atlantique prend sur lui de hurler et de bombarder, elle se concentre sur son activité favorite: faire et gagner de l'argent.

Mais ne soyons pas dupes. S'il était menacé, si son pouvoir était contesté, si sa position dans le monde était remise en question, le vieux continent s'activerait à nouveau pour défendre ce qu'il croit être son droit de maintenir sa position privilégiée.

Le monde est de plus en plus scindé entre riches et pauvres, entre puissants et sans pouvoir, entre ceux qui souffrent et ceux qui font souffrir autrui. La responsabilité de cette situation moralement condamnable repose à part égale sur le seuil du vieux et du nouveau monde. Le chapitre le plus brutal de la cupidité et de la terreur humaines a probablement commencé durant la conquête de ce qui est maintenant le Mexique. Ou peut-être cela a-t-il commencé dans les couloirs méchamment froids des mines d'argent, là-haut dans les Andes, à Potosi. Ou peut-être encore bien plus tôt. Cela continue jusqu'à maintenant. Avant la conquête espagnole, l'empire Inca n'était pas parfait. Cela va de soi, aucune société ne peut l'être. L'Irak de Saddam Hussein est très loin de la perfection également. Mais nous n'avions aucun droit à l'époque, et nous n'en avons pas davantage aujourd'hui, d'envahir des pays étrangers, de tuer des hommes et des femmes, de changer leurs dirigeants, d'imposer nos intérêts.

Après des siècles de coopération entre les anciennes puissances coloniales et les nouvelles, l'Europe a une occasion unique de prouver qu'elle est différente, qu'elle a changé, qu'elle se repent de son passé et qu'elle souhaite venir en aide à ceux qui sont sans défense. Si elle peut dire "Non" aux plans de guerre des Etats-Unis au lieu d'user d'un langage diplomatique trop vague pour être compris, il est permis d'espérer dans le pluralisme, dans un monde qui ne
serait plus dominé par une idéologie unique et des intérêts unilatéraux.

Si l'Europe participe à l'attaque de l'Irak ou reste sur la ligne de touche comme elle l'a fait en Indochine et en Amérique Centrale durant le règne de la terreur des Etats-Unis, elle devra assumer la même responsabilité morale que sa progéniture, les Etats-Unis.

Contact pour cet article.
Andre Vltchek est un auteur américain qui a grandi à Prague. Il a travaillé pour divers journaux et magazines européens, latino-américains et asiatiques, pour couvrir, la plupart du temps, des guerres et des conflits. Il est actuellement rédacteur en chef du journal en ligne WCN www.worldconfrontationnow.com. Il vit au Vietnam et au Japon.
Première parution Z Mag
http://www.zmag.org/ZMagSite/Dec2002/vltchek1202.htm

L'Education n'échappe pas à la mondialisation libérale !

Par Louis Weber

Alors que va bientôt s'ouvrir à Porto Alegre le deuxième Forum mondial de l'éducation (fin janvier 2003), il est temps de prendre conscience en France que l'éducation, quoique elle se présente encore volontiers comme « nationale » et ne semble susciter que des débats très « franco-français » est de plus en plus soumise à des impératifs idéologiques et à des logiques économiques qui concernent l'ensemble des systèmes d'enseignement au Nord comme au Sud. La politique néolibérale qui vise à « ajuster » les sociétés au libre marché mondial ne se cantonne pas à la seule sphère économique et financière. Elle concerne toutes les institutions et en particulier le domaine de l'éducation. Dans la doctrine dominante, la distinction subtile qu'on essaie de faire parfois en France entre « économie de marché » et « société de marché » n'a, à proprement parler, aucun sens. Ce sont tous les domaines de la vie sociale et culturelle qui sont mobilisés dans une quête illimitée de « l'efficacité » et de la « compétitivité ». Non seulement l'éducation n'y échappe pas, mais elle est même érigée en facteur fondamental de croissance et de productivité dans les conceptions dominantes du capital humain et de la formation des ressources humaines. Sur ce point, il existe une très grande

concordance des doctrines produites par l'Organisation mondiale du commerce, par la Commission européenne, par l'OCDE ou par la Banque mondiale.

Une véritable vulgate libérale s'est répandue dont on reconnaît vite les mots clés dans l'abondante littérature de ces organisations : "capital humain", "rentabilité des investissements", "marché éducatif", "choix de l'école", "décentralisation de l'école", "nouveau management", "démarche qualité", "éducation tout au long de la vie", etc. L'éducation est regardée par des organismes dont la vocation première est économique comme un bien privé, individuel, marchandisable, dont le principal bénéfice est …de nature économique. Les motifs qui guident les choix scolaires sont les "retours sur investissement" et les besoins en main d'œuvre des entreprises. Certes, les rapporteurs et les orateurs liés à ces organisations internationales oublient rarement le couplet humaniste sur l'importance de la culture, du lien social ou de la citoyenneté. Mais l'essentiel de leur propos n'est pas là. Il s'agit principalement de réduire les coûts de l'éducation quand ils sont assurés par la dépense publique, de faire appel à des financements privés, d'introduire des mécanismes et des valeurs du marché, de copier l'entreprise et son management soi-disant efficace, de toujours privilégier les objectifs économiques dans la définition des contenus et des méthodes pédagogiques et, finalement, de faire de l'éducation une source de profits. Cette subordination de l'école à la « compétitivité globale » inspire de plus en plus la réforme de l'éducation prônée par les organisations internationales et appliquée par les gouvernements influencés par l'idéologie néo-libérale.

Reste qu'en ce domaine comme dans les autres, ces organisations rencontrent des obstacles dans l'application de l'orthodoxie dont elles se veulent les gardiennes jalouses. Les mouvements de résistance à la mondialisation libérale mettent en cause les processus qui poussent à la libéralisation intégrale et destructrice des échanges en matière d'enseignement. Cette protestation, surtout depuis la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle en décembre 1999, a mis en lumière l'existence de fortes menaces sur des secteurs que beaucoup pensaient jusque-là épargnés parce qu'administrés à la seule échelle nationale, comme c'est encore assez largement le cas pour l'éducation. On voit de mieux en mieux comment les réformes de l'enseignement dans chaque pays obéissent à des orientations libérales qui transcendent les frontières nationales : réduction des coûts, réorganisation managériale, constitution de marchés éducatifs et privatisations plus ou moins rampantes leur donnent un cachet commun. On sait aussi que la lutte à mener dans le domaine éducatif est mondiale. Ce qui donne une nouvelle responsabilité aux mouvements qui luttent contre la marchandisation du monde. Et parmi eux, principalement, les organisations syndicales de l'enseignement et de la culture. Cela donne plus d'importance aux liens entre les syndicats des différents pays et régions de la planète et change la façon dont il convient d'analyser et de combattre les réformes d'inspiration libérale.

Le nouvel ordre éducatif mondial n'est pas le fait d'un complot extérieur mais le produit de l'élaboration et de la diffusion d'une conception de l'enseignement à laquelle les responsables politiques et administratifs nationaux, loin de s'y opposer, contribuent docilement. Les organisations internationales comme le FMI , la Banque mondiale ou l'OMC sont largement dominées par les pays les plus riches, leurs gouvernements participent à leur administration et à leur direction. Certains pays, les États-Unis en tête, ont certes un rôle moteur. Mais ceux qui les suivent alors qu'ils pourraient faire autrement, à commencer par la France, sont coresponsables de la politique néolibérale qui s'impose à l'échelle mondiale. Quant à la Commission européenne, qui prétend parfois défendre un « modèle européen » spécifique, il suffit de comparer ces textes et rapports d'orientation avec ceux de l'OCDE par exemple pour s'apercevoir qu'elle ne fait paresseusement que du copier-coller » de notions et d'analyses plutôt que d'inventer et de promouvoir une voie originale. Il est donc hautement souhaitable d'interpeller les représentants des gouvernements nationaux sur leurs prises de position dans les organismes internationaux, sur les accords qu'ils signent, sur les philosophies qui les guident, c'est-à-dire sur tous les éléments de leur politique. Mais il faut surtout que s'organise un débat associant toutes les composantes de la société autour des orientatiosn éducatives que nous voulons. Comment imaginer par exemple, et en s'en tenant aux politiques de l'éducation, que les syndicats de l'enseignement soient placés devant une doctrine qui inspire profondément les réformes proposées pour les systèmes éducatifs, sans pour autant être jamais explicitée et donc jamais discutée au fond ?

Il existe des alternatives. Elles se construisent notamment dans des forums tels que ceux de Porto Alegre. Conçu d'abord, en janvier 2000, comme un contre-Davos, c'est-à-dire comme un lieu de résistance à l'idéologie libérale, résistance qui reste évidemment d'actualité, le Forum social mondial est devenu très rapidement une ruche où l'on se rencontre pour débattre, échanger des idées et des expériences, où la proposition l'emporte largement sur la seule et nécessaire dénonciation. Quelques mois après à peine, en octobre 2001, un Forum mondial de l'éducation réunissant syndicalistes, universitaires et chercheurs, commençait à élaborer un texte résumant les aspirations constamment exprimées par les enseignants, les élèves et les étudiants, les parents, dans les nombreuses luttes autour de l'éducation dans le monde. Une autre philosophie éducative s'y affirme. Elle est fondée sur l'humanisme le plus large plutôt que sur l'utilitarisme étroit, sur la solidarité entre pays riches et pauvres plutôt que sur la domination et la rivalité, sur l'universalisme plutôt que sur le nationalisme et l'égoïsme. Si cette mobilisation a lieu aujourd'hui et si elle concerne de plus en plus le domaine de

l'éducation, voyons-y évidemment un refus de voir cette activité si fondamentale pour les sociétés être soumise aux impératifs de rentabilité économique. Mais sachons y voir aussi une promesse : « une autre mondialisation est possible ». Si d'autres règles et fondements de l'échange entre peuples doivent s'imposer à la place du seul calcul égoïste des profits, l'éducation y tiendra une place majeure. L'autre mondialisation, l'ouverture sur l'autre sans domination ni exploitation, l'aide et l'échange d'expériences, la rencontre des cultures n'aura pas pour principe le commerce mais la transmission, non la guerre commerciale mais le partage et le don. L'éducation comme activité humaine gouvernée par ces valeurs sera au cœur d'un ordre mondial plus juste.

Ces idées sont largement développées dans : Christian Laval et Louis Weber, Le Nouvel ordre éducatif mondial, Syllepse/Nouveaux Regards, 2002. A commander à l'Institut de rechrches de la FSU, institut@institut.fsu.fr, 10 euros port compris)

Contact pour cet article. institut.fsu@wanadoo.fr

Ne le ratez pas !

Par Boris Kagarlitsky
Traduction. Bernadette Regnier. Coorditrad, traducteurs bénévoles (*)

Le grand événement de la semaine dernière (mi décembre 2002 NdT) sur la scène de l'information-spectacle a été le show de deux heures d'appels téléphoniques en direct du président Vladimir Poutine. Parmi les très nombreuses personnes qui espéraient pouvoir poser leur question au président, seules 51 – sélectionnées avec le plus grand soin et 100% loyales – ont eu cette chance.

Jeudi matin, alors que les personnes retenues s'apprêtaient à passer leur appel, un de mes amis canadiens m'a demandé si j'avais moi aussi prévu d'appeler le président. Pourquoi le ferais-je ? Par bonheur, j'ai de l'électricité dans mon appartement. Le chauffage fonctionne et le toit ne fuit pas. Si je vivais dans une petite ville avec des stalactites qui pendent aux radiateurs et sans électricité, j'aurais certainement essayé d'appeler notre président.

Appeler le Kremlin est comme jouer à la loterie. Le jeu est conçu comme les concours organisés par les stations de radio. Le prix est attribué à la personne qui appelle au bon moment et pose la bonne question. Parmi les dizaines de milliers de personnes qui appellent pour se plaindre de la vie qu'elles mènent, une est entendue et le gouvernement prend des mesures urgentes pour supprimer les causes de ses griefs. Quelques chanceux obtiennent réellement de l'aide après chaque show, et le show a lieu régulièrement.

On imagine aisément pourquoi les gens appellent le président. Il est plus difficile de comprendre pourquoi le Kremlin se donne la peine d'organiser le show annuel de Poutine. Les stations de radio organisent des concours parce qu'elles luttent constamment pour attirer les auditeurs. Le Kremlin n'a pas de concurrent. La cote officielle de popularité de Poutine dépasse déjà les 86% et, aux prochaines élections, elle atteindra sans doute les 100%.

Le show Poutine est le produit de la tradition et de l'incertitude. La tradition veut que l'autocrate soit proche du peuple, même si aucune des deux parties n'apprécie vraiment cette proximité. Mais d'où vient cette incertitude de l'autocrate, qui entraîne ce flirt annuel avec le peuple ?

J'ai eu récemment l'occasion de participer à un show télévisé " interactif ". Les téléspectateurs étaient invités à appeler le studio et à s'exprimer sur la question suivante : " Pour vous, qu'est-ce que la Constitution garantit ? Votre sécurité, vos droits civils ou rien du tout ? ". À la fin de l'émission, 3% des personnes qui avaient appelé ont déclaré que la Constitution garantissait leur sécurité, 2% qu'elle garantissait leurs droits civils et une écrasante majorité de 95% avait estimé que la Constitution ne garantissait absolument rien.

On pourrait penser que ceci est la démonstration éclatante de la distanciation de la population par rapport au pouvoir. Mais si on demandait aux mêmes personnes si elles sont d'accord avec les principes énoncés dans la Constitution ou si elles soutiennent l'ordre actuel, leur réponse aurait été totalement différente. Je suis certain que la majorité des Russes répondraient par l'affirmative à ces deux questions, même s'ils comprennent parfaitement que l'ordre actuel est injuste, que la plupart des gens n'ont en pratique aucun droit, etc.

La même absence de logique s'applique à la cote d'approbation du travail de Poutine. Comme l'indiquent les sondages habituellement cités pour démontrer l'extrême popularité du président, la majorité des Russes n'approuvent pas sa politique intérieure ni sa politique étrangère. Mais lorsqu'on leur demande s'ils soutiennent le président, les gens répondent oui.

Ce n'est pas vraiment un paradoxe. Au fond, la question du soutien au régime actuel revient à celle de savoir si on est prêt à continuer à vivre dans ce pays. Il a été suffisamment démontré qu'aucun autre régime n'était possible. On l'aime ou on le quitte. Et la plupart des gens jouent le jeu parce qu'ils n'ont nulle part ailleurs où aller.

Le peuple accepte l'autocratie comme un ordre naturel et le président comme son dirigeant légitime. Son pouvoir est aussi naturel que la boue qui accompagne le dégel à Moscou. Mais, dans ce cas, l'identité du dirigeant n'a plus aucune importance. Si Poutine était remplacé demain et que ses politiques étaient

inversées, la docile majorité soutiendrait le nouveau régime comme elle soutenait l'ancien. Les fondements sociaux et politiques de la voie actuellement empruntée par le gouvernement sont dangereusement étroits. L'ordre qui a été établi avec de telles difficultés est chargé d'une nouvelle instabilité.

Au XVIIIe siècle, on disait que l'État russe revenait à une autocratie maintenue sous contrôle par des révolutions de palais. Comme l'histoire récente l'a montré, on peut déclencher une révolution politique dans la Russie d'aujourd'hui sans assommer le tsar à coup de tabatière [N.d.T. : allusion à l'assassinat du tsar Paul Ier lors d'une révolution de palais en 1801]. Il suffit de le contraindre à nommer son successeur.

Pour le peuple, les révolutions de palais ne se manifestent que par un nouveau visage sur les pièces de monnaie et un nouveau portrait accroché au mur. Pour les favoris de la cour, elles peuvent cependant être catastrophiques.

Le régime doit raffermir son cours. Ses décisions doivent être rendues irréversibles. Mais comment ? Malheureusement, l'actuelle génération des favoris du Kremlin n'a trouvé rien de mieux qu'un show d'appels en direct.

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Semaine 17-01-2003 >> 24-01-2003

http://attac.org/rdv/index.html

17/01

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Graz + Salzburg + Bregenz
DEUTSCHLAND : http://www.attac-netzwerk.de/termine/index.php
Göttigen
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Chinon + Pernes les Fontaines + Arras

18/01

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Hallein
DEUTSCHLAND : http://www.attac-netzwerk.de/termine/index.php
Göttigen
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Cergy Pontoise + Lyon + Paris

19/01

DEUTSCHLAND : http://www.attac-netzwerk.de/termine/index.php
Göttigen

20/01

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien + Linz
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Eaubonne + Chateaubriant + Rennes + La Rochelle + Paris 20 + Clapiers + Evreux
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo

21/01

AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Graz
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
St Brieuc + Lyon + Epinal + Metz + Grenoble + La penne sur Huveaune + St Nazaire
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo + Ntnu-Hist
SUISSE SCHWEIZ : http://www.suisse.attac.org/rubrique6.html
Lausanne

22/01

FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Rennes + Grenoble
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Blindern

23/01

PORTO ALEGRE : http://www.attac.info/poa2003
World Social Forum
DAVOS AND ZURICH : http://www.attac.info/poa2003
The Other Davos
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Wien + Graz + Hohenems

NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo

24/01
PORTO ALEGRE : http://www.attac.info/poa2003
World Social Forum
AUSTRIA : http://www.attac-austria.org/termine/termine.php
Salzburg
FRANCE : http://www.france.attac.org/annexe/calendrier.php?langue=
Metz + Arras
NORGE : http://www.attac.no/index.php?url=%2Fkalenderliste.php
Oslo